

Résumé et analyse de la conférence du Président de la république de l'Équateur à Poitiers sur la réalité du développement de l'Amérique latine et des avancées de la « révolution citoyenne ».

Marie-Esther Lacuisse, le 7 janvier 2014.

Le 5 novembre dernier, le président de l'Équateur, Rafael Correa, est venu donner une conférence sur le thème de « La réalité de l'Amérique latine aujourd'hui » aux étudiants latino-américanistes du campus de Sciences Po Paris à Poitiers, avant de commencer sa visite officielle en France. Le président Rafael Correa a plus précisément centré son allocution sur les inégalités et le développement de l'Amérique latine.

Entre savoir théorique et expérience des crises en Équateur, Rafael Correa est ainsi venu parler de la réalité de l'Amérique latine en l'abordant depuis l'enjeu du développement et le problème des inégalités sur le sous-continent. Pour résumer cette conférence à propos de la réalité du développement de l'Amérique latine, nous pouvons dire que R. Correa a exposé deux points de vue. Dans la première partie de la conférence, c'est l'académicien économiste qui s'est exprimé, en critiquant les explications déterministes et exclusivement structurelles de l'inégalité et des crises. Dans un second temps, il a adopté une posture plus politique en soutenant une vision productiviste du développement, soutenue les bons résultats du projet politique qu'il mène, depuis sa première élection présidentielle en 2006. Ce projet politique est celui de la « révolution citoyenne » dont l'objectif est de valoriser un modèle de développement basé sur le « Bien vivre » où les citoyens gagnent en hégémonie sur le capital pour défendre l'idée d'un Etat intégral et d'une justice sociale, fondements du socialisme du XXIème siècle, promu par les leaders de la gauche en Amérique latine. Ainsi, Rafael Correa a exposé comment le socialisme du XXIème siècle peut arriver à réduire les inégalités en Amérique latine puis il a défendu une approche productiviste du développement pour lutter contre la pauvreté, à laquelle une partie des membres de son mouvement politique nommé « Mouvement Pays » n'adhère pas. Nous reviendrons ainsi dans ce second temps sur les critiques faites aux choix politique de Rafael Correa en Équateur, où certains affirment qu'il continue de privilégier le capital sur le « Bien vivre » à l'heure où son projet politique commence à gagner une certaine reconnaissance à travers le monde.

Inégalités en Amérique latine et socialisme du XXIème siècle

Rafael Correa a commencé son allocution en déclarant que le développement humain est plus important que le capital. Il a poursuivi en disant que l'Amérique latine vit actuellement un changement d'époque marqué par le dépassement des politiques néfastes qui n'ont jamais réussi à encourager le développement dans le monde. Sous le terme de politique néfaste, Rafael Correa se réfère au Consensus de Washington qui a conduit à la libération de l'économie et au retrait de l'Etat dans les pays latino-américains à partir du milieu des années 1980. Pour Rafael Correa, les politiques publiques qui ont découlé du Consensus n'ont fait qu'accroître les inégalités dans la partie du monde la plus inégale.

Rafael Correa l'a répété plusieurs fois : « *L'Amérique latine est la partie du monde la plus inégale* ». S'il met clairement en cause les principes d'action néo libéraux qui ont nourri l'inégalité, il

a également soulevé le fait que l'Amérique latine moderne s'est construite en creusant les inégalités, limitant ainsi le développement du sous-continent. Il a même posé la question suivante : pourquoi l'Amérique du nord s'est développée et pas l'Amérique du sud, alors que cette partie du monde recèle de civilisation et de projets nationaux plus anciens ? Economiste, Rafael Correa n'a pas été sans se référer à Max Weber et aux protestants nomades qui ont soutenu l'essor du capitalisme aux Etats-Unis. Depuis cette perspective, il a dénoncé le rôle des oligarchies locales catholiques en Amérique latine qui ont limité le développement du sous-continent. Pour Rafael Correa, l'explication du sous-développement en Amérique latine n'est pas que structurelle mais il est aussi lié à des oligarchies qui ont créé une hégémonie voire même une domination sur l'Etat, rejoignant le discours et les analyses de chercheurs latino-américains dans les années 1960 et desquels les néo marxistes se sont inspirés pour développer la théorie de la dépendance, non sans transformer le propos des premiersⁱ.

Cette configuration fait que les crises qui se sont succédé en Amérique latine à partir des années 1990 n'ont pas été qu'économiques comme en Europe actuellement mais aussi politiques. Pour Rafael Correa, la crise actuelle en Europe est financière donc non réelle. Il a ajouté que dans cette perspective « *il peut y avoir des solutions économiques avec une volonté politique* ». Tandis qu'en Amérique latine, les crises économiques ont été accompagnées de crises politiques qui ont conduit au démantèlement de toutes les institutions étatiques comme en Argentine et encore plus fortement en Equateur. Dans ce cadre, il est difficile de prendre des décisions dans la mesure où les institutions ne fonctionnent plus. Une telle situation demande une révolution dans le sens où les citoyens doivent reprendre le dessus sur le capital mais aussi sur les institutions d'Etat qui les gouvernent. C'est d'ailleurs pourquoi Rafael Correa a nommé son projet politique pour l'Equateur « la révolution citoyenne », concept qui propose une nouvelle forme de socialisme adaptée à la situation latino-américaine.

La révolution citoyenne menée par Rafael Correa en Equateur, et son mouvement politique, s'inscrit dans le nouveau courant du socialisme du XXIème siècle, diffusé dans un premier temps par Hugo Chavez. Rafael Correa a précisé lors de la conférence que ce socialisme ne se réfère pas à : « *un socialisme de caste comme il y a pu avoir mais que la population gouverne le capital. C'est dans ce sens le socialisme du XXIème siècle* ». Il a ensuite ajouté que dans ce cadre : « *les investissements privés sont les bienvenus dans le cadre de contrat public/privé* ». Ainsi, Rafael Correa n'est pas contre la capitalisation mais tout dépend par quelle main le capital est détenu. Comme il l'a énoncé lors de la conférence : « *Il n'y a pas à éliminer la propriété privée mais il faut démocratiser la propriété pour qu'elle ne soit pas détenue que par quelques-uns* ». Il faut que la richesse soit produite et profite à la majorité. C'est en cela qu'il défend l'idée du développement humain sur le capital, sans que la propriété privée disparaisse pour autant.

Derrière l'idée du socialisme du XXIème siècle, il s'agit donc de réduire le pouvoir ou l'hégémonie de l'oligarchie sur l'Etat afin de réduire les inégalités. Lors de la conférence Rafael Correa n'a pas uniquement adressé la critique aux détenteurs du capital. Elle a aussi visé les acteurs de la coopération internationale et tout particulièrement les organisations non gouvernementales (ONG) qui représentent pour Rafael Correa une force hégémonique sur les Etats. Concernant les ONG, il a dénoncé le fait que ces organisations ont une forte influence sur les politiques publiques alors qu'elles n'ont même pas de représentation électorale et servent souvent les idées diffusées à Washington D-C. Actuellement, l'idée forte pour soutenir le développement est celle de la protection de l'environnement mais ce paradigme permet-il de lutter contre la pauvreté, ajouta-t-il ? Sur ce point, il a conclu en déclarant que « *la pauvreté est aussi néfaste pour la nature, car elle encourage des pratiques telles que la culture sur brulis ou l'exploitation illégale des métaux et*

minéraux. Il faut considérer que des gens brûlent des terres pour manger. Donc il faut aussi soutenir le développement industriel pour réduire la pauvreté ».

La défense d'une ligne productiviste pour lutter contre la pauvreté.

L'important pour Rafael Correa est de faire un projet politique en adéquation avec une réalité. C'est pour cela qu'il soutient le développement industriel sur la protection environnementale sans pour autant donner son crédit aux exploitations qui polluent excessivement. L'Etat équatorien vient d'ailleurs de gagner une procédure juridique contre l'entreprise Chevron-Texaco pour la pollution provoquée par l'extraction pétrolière de cette entreprise en Equateur, entre les années 1970 et 1990ⁱⁱ. La plainte contre l'entreprise a initialement été lancée par les habitants de la province de Sucumbios puis elle a été relayée par l'Etat face à la négation de l'entreprise Chevron d'indemniser la province malgré le verdict du tribunal de Sucumbios en faveur des habitants. Lors de la conférence à Poitiers, Rafael Correa venait d'appeler au boycott de l'entreprise Chevron qui a envoyé une demande d'arbitrage au tribunal de la Haye pour se défaire de ses 9 milliards de dollars d'indemnisation.

Derrière ce discours, Rafael Correa cherche également à défendre la ligne productiviste de son projet politique, qui n'est pas soutenue par l'ensemble de son organisation politique, Mouvement Pays (MPAIS). En effet, et ce depuis le début de son premier mandat, Rafael Correa est en conflit avec la tendance écologique de MPAIS, qui s'oppose à sa politique extractiviste. Son ancien bras droit, Alberto Acosta, issue des rangs de la sociale démocratie allemande, a d'ailleurs quitté le gouvernement lors du premier mandat présidentiel de R. Correa pour ces raisons. C'est d'ailleurs A. Acosta qui était à l'initiative de la mobilisation politique pour le projet Yasuni-ITT, désormais entériné faute de financements internationaux malgré l'engagement de certains pays comme la France. Le projet Yasuni-ITT consistait à ce que la communauté internationale dédommage l'Equateur pour protéger un territoire de l'Amazonie (dite Oriente en Equateur) de l'exploitation pétrolière. Ainsi, et même si Rafael Correa conserve un fort appui de la population en Equateur, une forte critique se constitue sur sa gauche et en particulier chez les environnementalistes qui voit derrière cette politique extractiviste un méfait pour le développement humain, en particulier pour les populations qui vivent près de l'exploitation pétrolière ou des mines.

Pour soutenir sa politique, Rafael Correa n'a pas hésité à avoir recours aux chiffres des instituts d'analyse en Amérique latine durant la conférence, dont ceux de Latinobarometro, bien que le président ait toujours critiqué « la politique des grands nombres » dont la mesure est trop subjective à son goût. Le président a ainsi cité tous les chiffres qui légitiment sa politique: le pays où le chômage a été le plus réduit en Amérique latine et aux meilleurs indicateurs démocratiques, le pays d'Amérique latine au pourcentage de dette externe le plus faible. Certes, Rafael Correa est resté critique et parfois ironique face à cette carte postale idéale. Or, les chiffres sont toutefois revenus en leitmotiv comme pour montrer indirectement à ceux qui en sont sein le critique que sa politique marche. Il faut préciser que le président subit actuellement deux catégories de critique. La première que nous venons d'énoncer, liée à sa ligne productiviste, mais aussi une critique sur ses prises de position en matière de politique sociétale comme son refus de libéraliser l'avortement. Une partie des électeurs de gauche en Equateur commence à se désengager de Rafael Correa sans pour autant nier la stabilité qu'il a su redonner au pays

En effet, depuis le retour de la démocratie en 1979, Rafael Correa est le seul président à avoir été réélu et le seul à avoir terminé son mandat depuis 1996. Il a aussi réussi à obtenir des résultats électoraux plus ou moins homogènes dans le pays lors de scrutins nationaux. Jusqu'à présent les présidents et les partis politiques ne remportaient les élections qu'avec des appuis territorialement

marqués. Dans un pays où la fragmentation politique est historiquement importante, Rafael Correa a réussi jusqu'à présent à créer une unité nationale autour de sa personne en consacrant son premier mandat (2006-2009) à la refonte des institutions, démantelées par plus de dix ans de crise. L'Équateur est aussi désormais un petit pays dont on parle. Alors qu'il y a encore quelques années, une majorité de personnes ne savait pas situer l'Équateur sur la carte de l'Amérique latine voire du monde, désormais le projet politique du gouvernement inspire et fait parler de l'Équateur. Le charisme du président et la qualité de son verbe à l'étranger sont parties prenantes de l'émergence de ce petit pays sur la scène internationale même si son discours est parfois voire souvent sur la scène nationale autoritaire, comme lorsqu'il taille la presse mais là encore non sans raison au regard de la réalité latino-américaine et plus particulièrement équatorienne. La presse est le plus souvent tenue par les groupes oligarchiques qui ont creusé les inégalités et ce davantage à l'échelle locale que nationale. En Équateur, certains députés sont aussi les patrons de la presse locale. La situation n'est pas inédite à l'Équateur mais c'est sur ces bases que s'est construite la politique dans ce pays autour des oligarchies locales qui ont investi les partis politiques et l'État et contre lesquelles Rafael Correa se bat depuis sa première campagne en 2006.

Ainsi, entre ceux qui s'opposent aux positions conservatrices du président en matière de politique sociale et les conflits au sein de la direction de MPAIS, Rafael Correa a fini de séduire une partie de la population urbaine et de Quito en particulier qui l'a soutenu à ses débuts. Toutefois, depuis son premier mandat, R. Correa a gagné beaucoup d'appuis dans les zones rurales et dans la capitale économique du pays, Guayaquil. À l'heure où son projet politique du « Bien Vivre » commence à faire des émules à l'étranger, et en particulier en Europe dans les pays pris par la crise de la dette, les élections locales qui se dérouleront le 23 février prochain en Équateur seront un bon test pour le président afin de savoir si la « révolution citoyenne » telle qu'il l'entend à de l'avenir devant elle. Les prochaines élections locales sont importantes pour le gouvernement et surtout pour R. Correa, car c'est finalement les premières auxquelles participe le mouvement politique du gouvernement depuis la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles de la révolution citoyenne. Lors des dernières élections locales de 2009, la mise en œuvre de ces politiques venaient en effet à peine de débiter sous l'autorité du Secrétariat National chargé de la planification et du Développement (SENPLADES), après deux ans d'Assemblée constituante pour la refonte des institutions et des politiques constitutives, essentiels au rétablissement de la stabilité dans le pays.

Nous pourrions ainsi suite aux résultats des prochaines élections locales voir si le président a réussi avec son projet politique de développement à concilier les différentes perspectives de développement local dans le pays, ce qui relève du défi dans un pays si fragmenté au-delà des résultats de sa politique. En effet, Rafael Correa a réussi à créer une unité nationale. Toutefois, la fragmentation politique persiste et depuis que le système électoral a été ouvert aux mouvements politiques dits indépendants, pour se différencier des partis politiques traditionnels, ces derniers pullulent à l'échelle locale et n'ont pas diminué depuis la première élection présidentielle de Rafael Correa. Pour une population d'un peu plus de 15 millions d'habitants, le registre électoral compte pas moins de 150 organisations politiques municipales et provinciales (l'Équateur compte 24 provinces). Le localisme reste fort et les prochaines élections locales permettront de voir au-delà de la figure de R. Correa si MPAIS a consolidé ses bases en tant qu'organisation politique nationaleⁱⁱⁱ.

Enfin et pour conclure, Rafael Correa n'a pas abordé le thème de l'intégration régionale, qui pourtant est un de ses axes d'action pour le développement de l'Equateur qui s'est isolé des organisations régionales au cours des années 1990 (voir Fiche Equateur 2006). L'Opalc devait justement réaliser une interview avec le président sur l'intégration régionale comme facteur de développement pour l'Equateur mais les aléas du temps et contre temps ont fait que l'interview n'a pu être réalisée. La première question était la suivante : « *La nouvelle Constitution de l'Equateur approuvée par référendum en 2008 est une des plus « intégrationnistes » d'Amérique latine. Quel poids représente l'intégration régionale pour votre pays et pour votre projet politique ?* ». Nous espérons donc que nous aurons prochainement l'occasion d'interroger le président sur ce point pour nourrir notre rubrique sur cette thématique.

ⁱ Voir à ce sujet l'article d'Enrique Cardoso « Les Etats-Unis et la théorie de la dépendance », *Tiers Monde*, 1976, tome 17, n°68, p 805-825.

ⁱⁱ Chevron n'a jamais eu d'actif en Equateur. L'entreprise Chevron a hérité de la poursuite pour pollution de l'entreprise Texaco, qu'elle a rachetée en 2001 et qui a exploité le pétrole en Equateur.

ⁱⁱⁱ Voir à ce sujet l'article « Les élections du renouveau en Equateur » du 25 avril 2009 sur le site de l'Opalc.